



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2013

Chiffres clés consolidés	2
Faits marquants.....	3
États financiers consolidés résumés.....	15
Attestation du Responsable du rapport financier semestriel.....	40
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	41

Chiffres clés consolidés

Au premier semestre 2013, les chiffres-clés du groupe Casino ont été les suivants :

Activités poursuivies (en millions d'euros)	S1 2012	S1 2013	Variation (%)	Variation organique ⁽¹⁾
Volume d'affaires commercial HT ⁽²⁾	25 643	25 627	-0,1%	
Chiffre d'affaires consolidé HT	17 348	23 767	+37%	+1,4%
Marge commerciale	4 410	6 091	+38,1%	
EBITDA ⁽³⁾	1 004	1 456	+45%	+1,8%
Dotations aux amortissements nettes	(367)	(487)	-32,9%	
Résultat opérationnel courant (ROC)	638	969	+51,9%	+0,9%
Autres produits et charges opérationnels	(104)	530		
Résultat financier, dont :	(201)	(341)	-69,5%	
Coût de l'endettement financier net	(222)	(309)		
Autres produits et charges financiers	21	(31)		
Résultat avant impôts	333	1 158		
Impôts sur les bénéfices	(95)	(285)		
Quote-part de résultats des entreprises associées	(15)	(2)		
Résultat net des activités poursuivies	223	871	n.s.	
dont part du Groupe	125	594	n.s.	
dont intérêts minoritaires	98	277	n.s.	
Résultat net de l'ensemble consolidé	222	871	n.s.	
dont part du Groupe	124	594	n.s.	
dont intérêts minoritaires	98	277	n.s.	
Résultat net normalisé, Part du Groupe ⁽⁴⁾	178	193	+8,3%	

(1) A périmètre comparable, taux de change constants et hors impact des cessions immobilières (OPCI).

(2) Le volume d'affaires commercial HT totalise le chiffre d'affaires, pris à 100%, des sociétés qui entrent dans le périmètre de consolidation du Groupe dont, notamment, les sociétés mises en équivalence. Il intègre également le chiffre d'affaires réalisé sous enseigne par l'activité franchise.

(3) EBITDA = ROC + dotations nettes aux amortissements opérationnels courants

(4) Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents (cf. annexe).

Faits marquants

- Le **18 janvier 2013**, Casino a procédé avec succès à une émission obligataire d'un montant de 750 millions d'euros et d'une maturité de 10 ans. Cette opération a vocation à refinancer les tombées d'emprunts du Groupe et permet d'allonger la maturité moyenne de la dette obligataire de Casino de 4,5 années à fin décembre 2012 à 5,1 années à date. Cette nouvelle souche obligataire, qui porte un coupon de 3,311%, a été largement sursouscrite par une base d'investisseurs diversifiée.
- Casino a formellement notifié la prise de contrôle exclusif de Monoprix auprès de l'Autorité de la concurrence le **7 janvier 2013**. La première phase d'examen du dossier a débuté le **6 février 2013** lorsque l'Autorité de la concurrence a considéré le dossier comme complet.
Ainsi que cela avait été prévu, l'Autorité de la concurrence a considéré, à l'issue de cette première phase d'examen le **12 mars 2013**, que le dossier nécessitait l'ouverture d'une étude approfondie dite de phase 2, permettant à Casino d'exposer tous ses arguments auprès de l'Autorité.
Le **5 avril 2013**, Casino a mis en œuvre sa faculté de faire porter la participation de 50% de Monoprix, détenue jusqu'alors par Galeries Lafayette, par une filiale de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank. La vente par Galeries Lafayette a été réalisée, comme annoncé précédemment, au prix de 1 175 millions d'euros, financés par Casino.
Le **10 juillet 2013**, le Groupe Casino obtient l'accord de l'Autorité de la Concurrence pour la prise de contrôle exclusif du Groupe Monoprix. Cette autorisation prévoit la cession de 58 magasins sur l'ensemble du réseau du Groupe Casino en France, pour une surface totale de vente d'environ 21 000 m², et n'impacte aucun magasin à l enseigne Monoprix. L'ensemble de ces cessions représente moins de 1% du chiffre d'affaires en France du Groupe Casino. L'obtention de l'autorisation conclut un dialogue constructif avec l'Autorité et permet au Groupe Casino de poursuivre le développement du Groupe Monoprix. Monoprix est intégré par consolidation globale dans les comptes du Groupe Casino à partir du 5 avril 2013, date à laquelle l'acquisition de 50% des titres Monoprix est présumée être intervenue.
- Le **29 avril 2013**, Casino a procédé avec succès à deux placements obligataires, d'un montant total de 600 millions d'euros, dont 350 millions d'euros s'ajoutant à l'obligation existante de maturité 2019 et 250 millions d'euros s'ajoutant à l'obligation existante de maturité 2023. À l'issue de cette opération, le nouveau nominal de ces deux obligations sera porté à 1 milliard d'euros chacune. L'opération permet d'allonger la maturité moyenne de la dette obligataire de Casino de 5,1 années à fin janvier 2013 à 5,4 années à date. Le coût de ces financements s'établit à des niveaux jamais atteints par le Groupe. Il ressort à 1,990% pour l'opération de maturité 2019, permettant pour la première fois d'obtenir un coût inférieur à 2% et à 2,788% pour celle de maturité 2023. Ces deux transactions ont été largement sursouscrites par une base d'investisseurs diversifiée.
- Le **27 mai 2013**, Casino annonce avoir obtenu le feu vert de l'Autorité de la concurrence pour procéder à l'acquisition de 38 magasins de proximité dans le Sud Est de la France auprès du Groupe Norma, sous réserve de céder le magasin situé à Charlieu (42). La réalisation effective de l'opération est prévue dans les prochaines semaines.
- Le **10 juin 2013**, Casino a annoncé la nomination de M. Iabrudi en qualité de directeur et représentant du Groupe au Brésil. M. Iabrudi assurera les relations institutionnelles du groupe Casino avec ses différents partenaires. En nommant un directeur aussi hautement expérimenté que M. Iabrudi, Casino réaffirme son engagement envers le Brésil et son implantation locale. Cette nomination permet à Casino de collaborer plus étroitement avec la communauté économique brésilienne et les organismes publics chargés de la réglementation. De plus elle renforce les relations, les interactions et les échanges avec l'équipe de direction de GPA.

Rapport d'activité

- Le groupe Casino a connu au 1^{er} semestre 2013 une forte croissance de ses ventes et de son résultat opérationnel courant, résultant de l'excellente performance opérationnelle de ses filiales internationales et du renforcement de son profil au plan géographique et de ses métiers :
 - Contrôlé depuis un an, le groupe GPA a vu ses performances progresser significativement au Brésil.
 - Le 10 juillet 2013, Casino a obtenu l'accord de l'Autorité de la Concurrence pour la prise de contrôle exclusif du Groupe Monoprix, qui est consolidé par intégration globale dans les comptes du Groupe Casino à partir du 5 avril 2013.
- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe progresse de +37%, bénéficiant de la croissance des ventes de l'ensemble des filiales internationales et de la consolidation en intégration globale de GPA ainsi que de Monoprix. Les variations de périmètre ont contribué positivement à hauteur de +42%. Les variations de changes ont eu un effet négatif de -6,4%, principalement lié à la dépréciation du real brésilien.
- La croissance des ventes en organique* hors essence s'élève à +1,9% :
 - En France, les ventes sont en repli de -3,4% en organique* hors essence et calendaire, sous l'effet des baisses de prix chez Géant et dans les supermarchés Casino. Le semestre a été marqué par l'amélioration progressive du trafic et des volumes dans ces deux enseignes et par le développement soutenu du e-commerce.
 - A l'International, les ventes bénéficient d'une croissance organique* hors essence et hors calendaire toujours soutenue (+9%), tirée par le maintien à un bon niveau des ventes à magasins comparables et par une expansion toujours très dynamique sur l'ensemble des marchés du Groupe.
- Le résultat opérationnel courant progresse de +51,9% (+0,9% en organique*), sous l'effet de l'amélioration de la rentabilité au Brésil, de la forte croissance organique à l'International et de la consolidation par intégration globale de GPA ainsi que de Monoprix. Les activités internationales représentent désormais 74% du résultat opérationnel courant (contre 61% au premier semestre 2012).
 - Le ROC de la France affiche une légère croissance de +1,2% par rapport au 1^{er} semestre 2012, sous l'effet notamment de la consolidation en intégration globale de Monoprix à partir du 2^e trimestre 2013 qui compense l'effet des investissements tarifaires chez Casino France.
 - Le ROC de l'International est en très forte croissance de +84,8%, sous l'effet de la consolidation en intégration globale de GPA et d'une croissance organique* soutenue, qui bénéficie notamment de la bonne performance de l'Amérique latine, en particulier au Brésil. A périmètre comparable et taux de change constants, il progresse de +8,2%.
- La marge opérationnelle courante est en progression à 4,1% (+40bp)
 - La marge opérationnelle courante de la France est stable à 2,8% (-2bp).
 - La marge opérationnelle courante de l'International est élevée à 4,9% (+26bp) grâce à la forte progression de la rentabilité au Brésil, notamment chez Via Varejo, et à une rentabilité toujours très élevée en Asie.

* à périmètre comparable et taux de change constant et, pour le résultat opérationnel courant, hors impact des cessions immobilières

FRANCE

(39% du chiffre d'affaires HT et 26% du ROC consolidés du groupe Casino)

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} sem. 2012	1 ^{er} sem. 2013	Variation (%)
Chiffre d'affaires HT			
FRANCE	9 026	9 201	+1,9%
Casino France	5 862	5 474	-6,6%
Monoprix	1 006	1 518	+50,8%
Franprix-Leader Price	2 158	2 209	+2,4%
Résultat opérationnel courant (ROC)			
FRANCE	251	254	+1,2%
Casino France	119	86	-28,1%
Monoprix	64	100	+55,1%
Franprix-Leader Price	67	68	+1,8%

Le chiffre d'affaires des activités françaises s'est élevé à 9 201 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 9 026 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en hausse de +1,9%, sous l'effet notamment de la consolidation en intégration globale de Monoprix à partir du 2^e trimestre 2013. En organique hors essence et hors calendaire, les ventes sont en baisse de -3,4%.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 254 millions d'euros, en hausse de +1,2% par rapport au 1^{er} semestre 2012 en incluant la consolidation en intégration globale de Monoprix. La marge opérationnelle courante est quasi stable à 2,8% au 1^{er} semestre 2013.

Par format, on notera les points suivants sur le semestre :

- Les ventes de **Franprix/Leader Price** affichent une progression de +2,4% sur le semestre à 2 209 millions d'euros (contre 2 158 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012). Le ROC de Franprix/Leader Price s'inscrit en hausse de +1,8%.
 - Les ventes de **Leader Price** sont en progression de +7,7%, liée à l'intégration de l'activité de plusieurs masterfranchisés (81 magasins). L'enseigne a maintenu sa part de marché et continue de renforcer la compétitivité et la qualité des filières de produits frais ainsi que l'amélioration de son image prix.
 - **Franprix** poursuit le renforcement de l'attractivité de son offre avec notamment la hausse du nombre de références en marques propres Leader Price à moins de 1€ (plus de 500 références) et de partenariats avec des producteurs locaux.
 - La marge opérationnelle courante publiée de Franprix-Leader Price est stable à 3,1%. Le bon contrôle des coûts la croissance de la marge organique de +31bp.
- **Monoprix** affiche une bonne progression de ses ventes organiques hors essence et hors calendaire de +1,6%, tirée par l'amélioration des ventes à magasins comparables et par l'expansion soutenue sur tous les formats. Les ventes organiques hors essence et hors calendaire du 2^e trimestre 2013 sont en amélioration séquentielle par rapport au premier trimestre 2013 (+2,6% au T2 contre +0,5% au T1). Les ventes alimentaires ont affiché une bonne progression sur le semestre. L'enseigne bénéficie également du succès de son repositionnement commercial et de sa nouvelle identité visuelle. Elle continue son expansion sur tous les formats, en particulier sur les nouveaux points de vente (gares, autoroutes). L'enseigne va accélérer la croissance du e-commerce. La marge opérationnelle courante de Monoprix s'améliore de +18bp à 6,6%.

- **Casino France**

- Chez **Géant**, le chiffre d'affaires publié est en repli sous l'effet des baisses de prix significatives ; le nouveau positionnement tarifaire est désormais très compétitif. Les ventes alimentaires à magasins comparables hors calendrier s'inscrivent en amélioration séquentielle (-5,9% au T2 2013 contre -7,7% au T1 2013), sous l'effet de l'amélioration du trafic. Hors effet des baisses de prix, les ventes alimentaires, en comparable hors calendrier, sont proches de l'équilibre au 2e trimestre.
- Les **Supermarchés Casino**, dont les indices prix s'améliorent*, ont connu une inflexion progressive des volumes, tirés par la marque propre, et du trafic client, consécutive aux baisses tarifaires. L'enseigne poursuit également ses plans d'action d'efficacité opérationnelle visant à accroître son attractivité.
- Les **supérettes** accélèrent le déploiement des formats Casino Shop et Shopping avec notamment la conversion réussie de 71 magasins à Lyon et Marseille et poursuit les ouvertures dans les nouveaux points de vente (gares, aéroports, autoroutes,...). L'enseigne confirme également son leadership en approvisionnement alimentaire de stations-services avec la fourniture de plus de 1 100 stations TOTAL. Le nouveau programme de fidélité affiche de bons résultats, avec l'objectif d'un déploiement à l'intégralité du parc au 1er octobre. L'enseigne continue la rationalisation du parc avec 45 ouvertures (c.270m²) et 208 fermetures (c.130m²) de magasins au cours du trimestre.
- Les **autres activités**, qui incluent principalement Cdiscount, Mercialis et Casino Restauration, ont réalisé un chiffre d'affaires de 844 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 801 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en hausse de +5,3%. Cette hausse est portée principalement par le fort dynamisme de Cdiscount, dont le volume d'affaires a cru de +17,3% au 1^{er} semestre 2013. Le chiffre d'affaires est en croissance organique de +10,8% et la marketplace représente déjà 13% du volume d'affaires à fin juin. Le nombre de visiteurs uniques est en hausse à plus de 11 millions par mois en moyenne au T1 2013 selon la FEVAD/source Mediametrie. Enfin, plus de 10% des ventes du site ont été réalisées via des outils mobiles à fin juin 2013.
- La marge opérationnelle courante de **Casino France** est en baisse de -47bp à 1,6%. Les plans de baisse des coûts ont largement limité l'impact de la baisse du chiffre d'affaires sur le ROC. Ces plans se poursuivront sur l'ensemble de l'année.

* *Panéliste indépendant*

INTERNATIONAL

(61% du chiffre d'affaires HT et 74% du ROC consolidés du groupe Casino)

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} sem. 2012	1 ^{er} sem. 2013	Variation (%)
Chiffre d'affaires HT	8 322	14 566	+75%
Résultat opérationnel courant	387	715	+84,8%
Marge opérationnelle courante	4,6%	4,9%	+26bp

Les ventes de l'International enregistrent une très forte croissance de +75%.

Les variations de périmètre ont eu un effet positif de +79,7%, lié à la consolidation en intégration globale de GPA depuis le 2^e semestre 2012. L'évolution des taux de change a eu un impact défavorable de -13,3%, résultant principalement de la dépréciation du real brésilien par rapport à l'euro.

Hors effets de change et de périmètre, la **croissance organique** hors essence et hors calendaire de l'International est très soutenue à +9%.

Le **résultat opérationnel courant** de l'International s'est établi au 1^{er} semestre à 715 millions d'euros (contre 387 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012), en hausse de +84,8%, bénéficiant notamment de la prise de contrôle de GPA depuis le 2^e semestre 2012. En organique, la hausse est de +8,2%, portée notamment par l'excellente performance du Brésil. La marge opérationnelle courante s'établit à 4,9%, en hausse de +26bp.

La contribution de l'International s'est encore accrue et a représenté, au 1^{er} semestre, 61% du chiffre d'affaires et 74% du résultat opérationnel courant du Groupe (contre respectivement 48% et 61% au 1^{er} semestre 2012).

Amérique Latine

Brésil (GPA consolidé par intégration globale depuis le 2 juillet 2012)

Argentine

Uruguay

Colombie

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} sem. 2012	1 ^{er} sem. 2013	Variation (%)
Chiffre d'affaires HT	6 256	12 314	+96,8%
Résultat opérationnel courant	265	601	+126,8%
Marge opérationnelle courante	4,2%	4,9%	+65bp

Les ventes de l'Amérique Latine s'établissent à 12 314 millions d'euros contre 6 256 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, soit une hausse de +96,8%, liée notamment à la consolidation en intégration globale de GPA depuis le 2^e semestre 2012.

Hors impact change et effet périmètre, l'Amérique Latine enregistre une croissance organique hors essence et hors calendaire très soutenue (+9,5%), portée par le dynamisme des ventes à magasins comparables (+6% hors essence et calendaire), en particulier au Brésil, et par la contribution significative de l'expansion sur toutes les zones.

Au **Brésil**, les ventes organiques hors essence et hors calendaire de GPA progressent de +11,7% grâce à de très bonnes performances de toutes les enseignes, en particulier de Via Varejo.

En alimentaire, GPA Food affiche une forte croissance de +8,4%* de ses ventes HT hors essence et hors calendaire à magasins comparables au T2 2013 (contre +5,5% au T1 2013), tirées par l'excellente performance des formats de « cash and carry » Assaí et de proximité Minimercado, aux concepts redéfinis. L'enseigne a accéléré son rythme d'expansion sur ces deux formats très porteurs (35 Minimercado Extra et 6 Assaí ont été ouverts au cours du semestre) et a ouvert la galerie commerciale Americas (12 500m²).

Les ventes à magasins comparables de Via Varejo affichent une progression très soutenue de +12% au T2 2013 (contre +7,3% au T1 2013). Le e-commerce enregistre une très forte croissance, soutenue par une évolution de la stratégie prix et des catégories déployées, par un renforcement des services et par le lancement d'une marketplace : Nova.com représente désormais 16% des ventes de Via Varejo à fin juin. Les opérations commerciales ont également eu un impact positif sur les ventes de Via Varejo.

En **Colombie** et en **Uruguay**, les ventes organiques hors essence et hors calendaire d'Exito ont progressé de +4,8%, tirées par l'expansion rapide du parc. L'enseigne a confirmé son leadership en part de marché et a poursuivi une expansion rapide centrée sur les formats de proximité et de discount qui continuent à gagner des parts de marché. 20 magasins ont été ouverts sur le semestre dont 5 Exito Express, et 10 Surtimax. Les opérations commerciales du 2^e trimestre 2013 (Megaprima) affichent une bonne performance dans un contexte de ralentissement macroéconomique. L'Uruguay affiche une excellente performance au 1^{er} semestre 2013.

Le résultat opérationnel courant de l'Amérique Latine s'est élevé à 601 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 (contre 265 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012), en hausse de +126,8%.

La marge opérationnelle courante de l'Amérique Latine s'améliore fortement (+65bp), reflétant notamment la progression de la marge du Brésil : Via Varejo enregistre en particulier une forte amélioration de sa rentabilité opérationnelle (marge d'EBITDA** à 5,8% au S1 2013 vs 4,7% au S1 2012) liée aux baisses de coûts. La marge d'Ebitda d'Exito (7,3%) est quasi stable soutenue par la poursuite des plans de baisse de coûts.

Asie

Thaïlande

Vietnam

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} sem. 2012	1^{er} sem. 2013	Variation (%)
Chiffre d'affaires HT	1 641	1 828	+11,4%
Résultat opérationnel courant	117	114	-2,8%
<i>Marge opérationnelle courante</i>	7,1%	6,2%	-91bp

Les ventes de l'Asie enregistrent une forte croissance de +11,4% à 1 828 millions d'euros, contre 1 641 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, grâce à des ventes à magasins comparables satisfaisantes et une expansion active.

En **Thaïlande**, la croissance organique hors essence et hors calendaire (incluant la performance des galeries commerciales) affiche une forte progression de +9% au 1^{er} semestre 2013. La croissance à magasins comparables du 2^e trimestre 2013 est supérieure à celle du 1^{er} trimestre, liée au leadership en prix, au grand succès des opérations commerciales, au développement de la carte de fidélité. L'expansion a été dynamique sur les petits formats (Mini Big C, Big C Optical, Pure). La contribution des galeries commerciales adjacentes aux hypermarchés (2 ouvertes au 1^{er} semestre 2013) reste très positive.

*Pour mémoire, GPA publie des ventes TTC et non retraitées de l'effet calendaire

** Données publiées par Via Varejo

Le **Vietnam** continue d'afficher une croissance organique très élevée de ses ventes. L'enseigne, qui a poursuivi son expansion avec 3 hypermarchés et 3 galeries commerciales attenantes ouvertes, confirme son leadership en indices et en image prix.

La marge opérationnelle courante de l'Asie se maintient à un niveau élevé de 6,2%, grâce à l'excellente marge des activités de distribution et à la forte contribution des galeries commerciales. En Thaïlande, Big C a mis en place un programme de baisse de coûts énergétique visant à compenser sur le S2 2013 les inflations de coûts du S1 2013. La rentabilité du Vietnam s'améliore.

Autres Secteurs International

Océan indien

Pologne

Le chiffre d'affaires des « Autres secteurs », qui inclut principalement l'Océan indien et les activités immobilières du Groupe en Pologne, s'élève à 423 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 424 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Principales variations du périmètre de consolidation et effets associés

- Consolidation en intégration globale de GPA depuis le 2 juillet 2012. GPA était intégré proportionnellement à fin juin 2012 à hauteur de 40,3201 %
- Consolidation en intégration globale en 2012 au sein du Groupe Franprix Leaderprice des sociétés propriétaires de 21 magasins à partir de juillet 2012, de BARAT au sein du groupe à partir du 8 mars 2012, de HDRIV (RIVIERE) à partir du 1er décembre 2012, et de PFD (FABRE) à partir du 31 décembre 2012
- Consolidation en intégration globale en 2013 au sein du Groupe Franprix Leaderprice de DSO et CAFIGE à partir du 1er février 2013
- Consolidation en intégration globale de Monoprix à partir du 5 Avril 2013
- Déconsolidation de Mercialys au 21 juin 2013, date de l'Assemblée générale au cours de laquelle la perte de contrôle de Casino a été constatée. A compter de cette date, les résultats seront mis en équivalence.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires HT consolidé du 1^{er} semestre 2013 s'est élevé à 23 767 millions d'euros, contre 17 348 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, soit une hausse de +37%.

L'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est positif de +42% sous l'effet de la consolidation en intégration globale de GPA depuis le 2^e semestre 2012 et de celle de Monoprix à partir du 2^e trimestre 2013.

L'impact change a été défavorable de -6,4%.

L'examen détaillé de l'évolution du chiffre d'affaires a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité en France et sur les activités à l'international.

Résultat opérationnel courant (ROC)

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2013 s'est élevé à 969 millions d'euros, en hausse de +51,9% par rapport au premier semestre 2012.

Les variations de périmètre ont eu un impact de +59,6% et les variations de change de -8,6%.

Retraité de l'ensemble de ces effets, le résultat opérationnel courant est en hausse de +0,9%.

L'examen détaillé de l'évolution du résultat opérationnel courant a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité en France et sur les activités à l'international.

Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** font apparaître un produit net de 530 millions d'euros au premier semestre 2013 contre une charge nette de 104 millions d'euros au premier semestre 2012.

Le produit net de 530 millions d'euros au premier semestre 2013 comprend principalement :

- des produits nets liés à des opérations de périmètre pour 621 millions d'euros portant principalement sur l'effet de la déconsolidation de Mercialys à la suite de la perte de contrôle de Casino et sur la revalorisation de la quote-part antérieurement détenue dans Monoprix à la suite de la prise de contrôle exclusif par Casino;

- des provisions et charges pour risques, litiges et autres pour 84 millions d'euros (essentiellement chez GPA) ;
- des provisions et charges pour restructurations pour 40 millions d'euros portant principalement sur Casino France et GPA.

La charge nette de 104 millions d'euros au premier semestre 2012 comprenait principalement :

- des provisions et charges pour restructuration pour 46 millions d'euros portant principalement sur les secteurs Casino France (26 millions d'euros) et Franprix-Leader Price (14 millions d'euros),
- des provisions et charges pour risques et litiges pour 13 millions d'euros,
- des charges nettes diverses sur opérations en cours pour 61 millions d'euros concernant principalement les frais du Brésil (32 millions d'euros).

Après impact des autres produits et charges opérationnels, **le résultat opérationnel** s'établit à 1 499 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 534 millions d'euros au premier semestre 2012.

Résultat avant impôt

Le **résultat avant impôt** s'élève à 1 158 millions d'euros au premier semestre 2013 (contre 333 millions d'euros au premier semestre 2012). Ce résultat tient compte du résultat financier de la période qui fait apparaître une charge nette de 341 millions d'euros (contre une charge nette de 201 millions d'euros au premier semestre 2012) et qui est composé :

- du coût de l'endettement financier net de 309 millions d'euros, en hausse par rapport au premier semestre 2012 (222 millions d'euros). Hors effets liés au périmètre de consolidation, les frais financiers sont maîtrisés ;
- des autres produits et charges financiers pour une charge nette de 31 millions d'euros (contre un produit net de 21 millions d'euros au premier semestre 2012).

Résultat net, part du Groupe

L'**impôt sur les bénéfices** s'est élevé à 285 millions d'euros, représentant 24,6% du résultat avant impôt (contre 95 millions d'euros au premier semestre 2012). Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, le taux normatif d'impôts s'élève à 29,3% vs 30,5% en 2012.

La **quote-part de résultat des entreprises associées** représente une charge de 2 millions d'euros (contre une charge de 15 millions d'euros au premier semestre 2012).

Les **intérêts minoritaires** se sont établis à 277 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 98 millions d'euros au premier semestre 2012. Au premier semestre 2012, les intérêts minoritaires normalisés s'élevaient à 93 millions d'euros. En 2013, après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, les intérêts minoritaires normalisés s'établissent à 268 millions d'euros, en hausse principalement en raison de la consolidation en intégration globale de GPA.

En conséquence des éléments précédents, le **résultat net part du Groupe des activités poursuivies** s'est élevé à 594 millions d'euros au premier semestre 2013 (contre 125 millions d'euros au premier semestre 2012).

Le **résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé** s'établit à 594 millions d'euros (contre 124 millions d'euros au premier semestre 2012).

Le **résultat net normalisé part du Groupe** des activités poursuivies ressort à 193 millions d'euros à fin juin 2013 contre 178 millions d'euros à fin juin 2012, en hausse de +8,3%. (cf annexe)

Flux de Trésorerie

La **capacité d'autofinancement** est en hausse de +64% à 894 millions d'euros contre 547 millions d'euros au premier semestre 2012.

La **variation du BFR** est négative de -1 136 millions d'euros, contre -891 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Au premier semestre 2013, le Groupe a procédé à 782 millions d'euros d'**investissements courants** (contre 542 millions d'euros au premier semestre 2012), prioritairement alloués aux pays porteurs.

L'incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle sur la trésorerie de la période a représenté 1 748 millions d'euros, résultant principalement de la prise de contrôle de Monoprix.

Situation financière

Au 30 juin 2013, la **dette financière nette** du Groupe s'est établie à 8 856 millions d'euros contre 6 043* millions d'euros au 30 juin 2012. La dette financière nette augmente au premier semestre 2013 par rapport au 1^{er} semestre 2012, sous l'effet des opérations majeures du Groupe. Elle devrait diminuer au 2^e semestre 2013, sous l'effet de la saisonnalité du free cash flow, notamment liée au dégagement d'une ressource importante en fonds de roulement, ceci permettant d'atteindre un ratio de DFN/EBITDA inférieur à 2x.

Les **capitaux propres** du Groupe s'élèvent à 14 377 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 8 989 millions d'euros au 30 juin 2012 et 15 201 millions d'euros au 31 décembre 2012.

En conséquence des évolutions mentionnées ci-dessus, le ratio de dette financière nette sur fonds propres est ainsi passé à 61,6% au 30 juin 2013 (contre 67,2% au 30 juin 2012).

Le profil de la dette du Groupe s'est sensiblement amélioré notamment grâce aux nouvelles émissions obligataires, réalisées au 1^{er} semestre 2013. Grâce à ces opérations, la maturité moyenne de la dette obligataire du Groupe a été allongée à 5,4 années à fin avril 2013 (contre 4,5 années à fin 2012).

*Après reclassement de la dette de Mercialis en IFRS 5

Perspectives et Conclusion

Le Groupe maintient ses objectifs pour 2013 :

- Une forte croissance de son chiffre d'affaires publié
- Une progression en organique de son activité et de son ROC
- Le maintien d'une structure financière solide avec un ratio DFN / EBITDA inférieur à 2x à fin 2013.

Evènements postérieurs à la clôture

Le **4 juillet 2013**, Casino annonce la signature d'une ligne de crédit confirmée à 5 ans pour un montant de 1 000 MUSD (soit environ 770 MEUR) auprès d'un groupe de 10 banques internationales : JPMorgan et RBS (banques coordinatrices), Bank of America Merrill Lynch, Bank of Tokyo-Mitsubishi, Barclays, Citi, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs et Mizuho Bank. Cette ligne refinance la facilité existante de 900 MUSD conclue en août 2011 pour une durée de 3 ans. L'augmentation de la taille de la facilité et l'extension de la maturité à 5 ans permettent de renforcer la liquidité du Groupe et d'étendre la maturité moyenne des lignes confirmées de Casino de 1,8 an à 3 ans. Cette opération donne accès au Groupe à des ressources financières compétitives auprès de grandes banques internationales.

Le **18 juillet 2013**, le Groupe Casino annonce la nomination de son directeur et représentant au Brésil Ronaldo Iabrudi aux Conseils d'administration des sociétés Companhia Brasileira de Distribuição et Via Varejo, remplaçant respectivement M. Jean-Louis Bourgier et M. Abilio Diniz.

La délibération sur l'élection de M. Iabrudi se déroulera à l'occasion des assemblées générales extraordinaires des deux entreprises qui doivent se tenir dans les prochaines semaines.

Le **24 juillet 2013**, à la suite de l'accord de l'Autorité de la Concurrence pour la prise de contrôle exclusif du Groupe Monoprix, Casino a finalisé l'acquisition des 50% restant de Monoprix détenus par une filiale de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank dans le cadre d'un contrat de portage.

Annexe : Passage du résultat net publié au résultat net normalisé *

*Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie Principes Comptables de l'annexe annuelle aux comptes consolidés et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents.

Les éléments financiers non récurrents regroupent certains instruments financiers constatés en résultat dont la juste valeur peut être très volatile. A titre d'exemple, les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture et des dérivés incorporés sur le cours de l'action Casino sont ainsi retraitées du Résultat net normalisé.

Les produits et charges d'impôts non récurrents correspondent aux effets d'impôt directement liés aux retraitements précédents ainsi que les effets directs d'impôt non récurrents. Ainsi la charge d'impôt rapportée au résultat normalisé avant impôt correspond au taux d'impôt moyen normatif du Groupe.

Cet agrégat permet de mesurer l'évolution du résultat récurrent des activités.

en millions d'euros	S1 2012 publié	éléments retraités	S1 2012 normalisé	S1 2013 publié	éléments retraités	S1 2013 normalisé
Résultat opérationnel courant	638	0	638	969	0	969
Autres charges et produits opérationnels	(104)	104	0	530	(530)	0
Résultat opérationnel	534	104	638	1 499	(530)	969
Coût de l'endettement financier net	(222)	0	(222)	(309)	0	(309)
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾	21	(24)	(3)	(31)	27	(4)
Charge d'impôt ⁽²⁾	(95)	(31)	(126)	(285)	93	(192)
Quote-part de résultat des entreprises associées	(15)	0	(15)	(2)	0	(2)
Résultat net des activités poursuivies	223	49	271	871	(410)	462
dont intérêts minoritaires ⁽³⁾	98	(5)	93	277	(9)	268
dont Part du Groupe	125	53	178	594	(401)	193

⁽¹⁾ Sont retraités des autres produits et charges financiers les effets d'actualisation monétaire des passifs fiscaux au Brésil (-7M€ en 2012 et -13M€ en 2013) ainsi que les variations de juste valeur du Total Return Swaps portant sur les actions GPA, Big C, des forwards et calls GPA (+32M€ en 2012 et -15M€ en 2013).

⁽²⁾ Sont retraités de la charge d'impôt, les effets d'impôt correspondants aux éléments retraités ci-dessus, ainsi que les produits et charges d'impôts non récurrents.

⁽³⁾ Sont retraités des intérêts minoritaires les montants associés aux éléments retraités ci-dessus.

États financiers consolidés résumés

Les tableaux suivants comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2013 et 2012

en millions d'euros	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5.1	23 767	17 348
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(17 676)	(12 938)
Marge commerciale		6 091	4 410
Autres revenus		105	175
Coûts des ventes	6.2	(4 322)	(3 224)
Frais généraux et administratifs	6.2	(905)	(724)
Résultat opérationnel courant	5.1	969	638
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		4,1	3,7
Autres produits opérationnels	7	803	50
Autres charges opérationnelles	7	(273)	(154)
Résultat opérationnel		1 499	534
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		6,3	3,1
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		88	49
Coût de l'endettement financier brut		(397)	(272)
Coût de l'endettement financier net	8.1	(309)	(222)
Autres produits financiers	8.2	85	131
Autres charges financières	8.2	(116)	(110)
Résultat avant impôt		1 158	333
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		4,9	1,9
Charge d'impôt	9	(285)	(95)
Quote-part de résultat net des entreprises associées		(2)	(15)
Résultat net des activités poursuivies		871	223
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		3,7	1,3
dont, part du Groupe		594	125
dont, intérêts minoritaires		277	98
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées		-	(1)
Dont part du Groupe		-	(1)
Dont, intérêts minoritaires		-	-
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		871	222
Dont, part du Groupe		594	124
Dont, intérêts minoritaires		277	98

Résultat par action

en euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Des activités poursuivies, part du Groupe		
de base	5,19	1,03
dilué	5,18	1,03
De l'ensemble consolidé, part du Groupe		
de base	5,19	1,03
dilué	5,18	1,02

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2013 et 2012

en millions d'euros	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012
Résultat net de la période	871	222
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	(815)	29
<i>Couvertures de flux de trésorerie</i>	4	(4)
<i>Couvertures d'investissement net dans une activité à l'étranger</i>	-	(24)
<i>Ecart de conversion (*)</i>	(812)	47
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	2	1
<i>Quote-part des entreprises associées sur éléments recyclables</i>	(7)	-
<i>Effets d'impôt</i>	(2)	10
Eléments non recyclables en résultat	(4)	(9)
<i>Ecart actuariels</i>	(6)	(14)
<i>Effets d'impôt</i>	2	5
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôt	(819)	20
Total des produits et charges comptabilisés sur la période, nets d'impôts	52	242
Dont part du Groupe	255	43
Dont part des minoritaires	(203)	199

(*) La variation négative du 1^{er} semestre 2013 de 812 millions d'euros résulte principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour 586 millions d'euros et de la monnaie colombienne à hauteur 207 millions d'euros.

La variation positive du 1^{er} semestre 2012 de 47 millions d'euros résulte principalement de l'appréciation de la monnaie colombienne pour 263 millions d'euros compensée par la dépréciation de la monnaie brésilienne à hauteur 203 millions d'euros.

BILAN CONSOLIDE

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2013 et l'exercice clos le 31 décembre 2012

ACTIFS en millions d'euros	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012 (*)
Goodwill	10	11 911	10 832
Immobilisations incorporelles	10	3 724	3 884
Immobilisations corporelles	10	9 061	8 625
Immeubles de placement	10	561	537
Participations dans les entreprises associées	11	794	260
Autres actifs non courants		1 831	1 812
Dérivés actifs de couverture de juste valeur non courants		111	246
Actifs d'impôts différés		863	841
Actifs non courants		28 855	27 037
Stocks		4 829	4 727
Créances clients		1 473	1 734
Autres actifs courants		1 619	1 575
Créances d'impôts courants		89	49
Dérivés actifs de couverture de juste valeur courants		123	139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	3 829	6 303
Actifs détenus en vue de la vente	13	125	1 461
Actifs courants		12 087	15 990
TOTAL ACTIFS		40 942	43 027
PASSIFS en millions d'euros	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012 (*)
Capital social	14	173	172
Primes, titres auto-détenus et autres réserves		6 535	6 272
Résultat part du Groupe		594	1 062
Capitaux propres – part du Groupe		7 302	7 507
Intérêts minoritaires – Réserves		6 798	7 223
Intérêts minoritaires – Résultat		277	470
Intérêts minoritaires		7 075	7 694
Capitaux propres		14 377	15 201
Provisions	16	1 003	950
Passifs financiers non courants	17	8 910	9 394
Autres dettes non courantes		790	900
Passifs d'impôts différés		1 519	1 371
Passifs non courants		12 223	12 615
Provisions	16	225	275
Dettes fournisseurs		5 917	6 655
Passifs financiers courants	17	4 048	2 786
Dettes d'impôts exigibles		114	118
Autres dettes courantes		4 039	4 281
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	13	-	1 095
Passifs courants		14 343	15 211
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		40 942	43 027

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement aux modifications portant sur la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis de GPA (note 3.4)

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2013 et 2012

en millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Résultat net, part du Groupe	594	124
Intérêts minoritaires	277	98
Résultat de l'ensemble consolidé	871	222
Dotations aux amortissements et provisions	581	382
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur	101	(41)
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés	13	7
Autres charges / (produits) calculés	17	(34)
Résultats sur cessions d'actifs	(54)	-
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêt de filiales avec prise / perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle	(687)	(7)
Quote-part de résultat des entreprises associées	2	15
Dividendes reçus des entreprises associées	49	2
Capacité d'Autofinancement (CAF)	894	547
Coût de l'endettement financier net (hors variation de juste valeur et amortissements)	293	211
Charge d'impôt (y compris différé)	285	94
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 472	852
Impôts versés	(204)	(145)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (note 4.1)	(1 136)	(891)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	132	(184)
Décassements liés aux acquisitions : <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement 	(781)	(540)
▪ d'actifs financiers non courants	(68)	(80)
Encaissements liés aux cessions : <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement 	160	32
▪ d'actifs financiers non courants	23	4
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle (note 4.2)	(1 748)	(25)
Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées	-	(22)
Variation des prêts et avances consentis	1	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 412)	(630)
Dividendes versés (note 15) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ aux actionnaires de la société mère 	(338)	(205)
▪ aux minoritaires	(75)	(582)
▪ aux porteurs de TSSDI	(9)	(11)
Augmentation et diminution de capital de la société mère	9	-
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options	-	2
Autres opérations avec les actionnaires minoritaires (note 4.3)	(68)	162
Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus	(36)	(6)
Augmentations emprunts et dettes financières	1 903	2 311
Diminutions emprunts et dettes financières	(1 678)	(1 071)
Intérêts financiers nets versés	(359)	(245)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(650)	357
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(190)	21
Variation de trésorerie	(3 121)	(435)
Trésorerie et équivalent de trésorerie nets d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> ▪ trésorerie et équivalent de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente 	6 004	3 346
	(204)	-
Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan (note 12)	5 799	3 346
Trésorerie et équivalent de trésorerie nets de clôture <ul style="list-style-type: none"> ▪ trésorerie et équivalent de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente 	2 883	2 910
	-	(35)
Trésorerie nette de clôture présentée au bilan (note 12)	2 883	2 875

Etat de variation des capitaux propres consolidés

en millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital (1)	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	TSSDI	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Au 1^{er} janvier 2012	169	3 951	-	1 574	600	5	-	476	(11)	15	6 779	2 604	9 383
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	(3)	(16)	(54)	(9)	1	(81)	101	20
Résultat net de la période	-	-	-	124	-	-	-	-	-	-	124	98	222
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	-	124	-	(3)	(16)	(54)	(9)	1	43	199	242
Opérations sur capital (3)	3	124	-	-	-	-	-	-	-	-	127	-	127
Opérations sur titres auto-détenus (4)	-	-	(5)	-	-	-	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Dividendes versés (5)	-	-	-	(332)	-	-	-	-	-	-	(332)	(583)	(915)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	(11)	-	-	-	-	-	-	(11)	-	(11)
Paievements en actions	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	7	-	7
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (6)	-	-	-	100	-	-	-	-	-	-	100	61	161
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Autres mouvements	-	-	-	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)	1	(3)
Au 30 juin 2012	172	4 074	(5)	1 460	600	2	(16)	422	(20)	16	6 705	2 284	8 989

en millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital (1)	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	TSSDI	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Au 1^{er} janvier 2013	172	4 075	(4)	2 647	600	(2)	(31)	71	(39)	17	7 507	7 694	15 201
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	2	-	(339)	(4)	1	(339)	(480)	(819)
Résultat net de la période	-	-	-	594	-	-	-	-	-	-	594	277	871
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	-	594	-	2	-	(339)	(4)	1	255	(203)	52
Opérations sur capital	1	9	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	9
Opérations sur titres auto-détenus (7)	-	-	(32)	(3)	-	-	-	-	-	-	(35)	-	(35)
Dividendes versés (5)	-	-	-	(338)	-	-	-	-	-	-	(338)	(68)	(406)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	(10)	-	-	-	-	-	-	(10)	-	(10)
Paievements en actions	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (8)	-	-	-	(90)	-	-	-	-	-	-	(90)	8	(83)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(359)	(359)
Augmentation ou diminution de capital relative aux minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8
Au 30 juin 2013	173	4 084	(36)	2 804	600	1	(31)	(268)	(43)	19	7 302	7 075	14 377

(1) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales

(2) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon

(3) Correspondait essentiellement à la rémunération en action du dividende de l'exercice 2011

(4) Correspond aux mouvements d'actions propres au cours de l'année dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale et du contrat de liquidité

(5) Les dividendes versés correspondent à la distribution annuelle de Casino, Guichard Perrachon au titre des exercices 2011 et 2012 pour respectivement 332 et 338 millions d'euros (voir note 15). Les dividendes versés aux minoritaires au cours du 1^{er} semestre 2013 concernent les entités Exito et Big C Thaïlande à hauteur respectivement de 43 et 19 millions d'euros. Au titre de la période close le 30 juin 2012, les dividendes versés aux minoritaires d'Exito, Big C Thaïlande et de Mercialys se sont élevés à 39, 15 et 528 millions d'euros. L'évolution entre les deux périodes résulte principalement de la distribution exceptionnelle effectuée par Mercialys en 2012 dans le cadre du processus de perte de contrôle

(6) L'incidence positive de 161 millions d'euros provenait essentiellement de transactions réalisées sur la filiale Big C Thaïlande liées à la diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe dans la filiale suite (i) à l'augmentation de capital à laquelle le Groupe n'a pas souscrit et (ii) à la cession sur le marché de titres de la filiale

(7) Correspond aux mouvements d'actions propres au cours de l'année dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale et du contrat de liquidité. Au 30 juin 2013, le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 475 624 représentant 36 millions d'euros

(8) Correspond principalement à la variation du put et à la variation de la quote-part des minoritaires de GPA pour un montant global de -51 millions d'euros et aux opérations de rachat de minoritaires liés à des masters franchisés de Franprix – Leader Price pour -43 millions d'euros

(9) Correspond principalement à la sortie des minoritaires pour 351 millions d'euros suite à la perte de contrôle de Mercialys

GROUPE CASINO
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES
Période de six mois close au 30 juin 2013

Informations relatives au Groupe Casino, Guichard-Perrachon

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment A. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la société est situé à Saint-Etienne 1, Esplanade de France – 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2013 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.

En date du 24 juillet 2013, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2013.

Note 1 Base de préparation des états financiers et méthodes comptables

1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

1.2 Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012.

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Les tableaux, présentés en millions d'euros, comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-casino.fr.

1.3 Méthodes comptables

1.3.1 Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2013

Le Groupe a adopté les normes, amendements et interprétations suivants qui sont applicables au 1^{er} janvier 2013. Leur date d'application coïncide avec celle de l'IASB :

- IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur ;
- Amendement IAS 1 – Présentation des états financiers ;
- Amendement IAS 19 – Avantages du personnel ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2009-2011 (émis en mai 2012) ;
- Amendement IFRS 7 – Information – Compensation des actifs et passifs financiers.

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du Groupe.

1.3.2 Normes et interprétations non encore entrées en vigueur au sein de l'Union européenne

Textes adoptés par l'Union européenne

- Amendement IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- IFRS 10 – Etats financiers consolidés (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- IFRS 11 – Accords conjoints (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- IFRS 12 – Information à fournir sur les participations dans les autres entités (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- IAS 27 révisée – États financiers individuels (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et coentreprises (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 : dispositions transitoires (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).

L'Union Européenne a fixé une date d'application obligatoire pour les normes mentionnées ci-dessus aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 contre le 1^{er} janvier 2013 fixée par l'IASB, à l'exception de l'amendement d'IAS 32.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application, notamment ceux relatifs aux normes IFRS 10 sur le périmètre de consolidation.

Suite à la prise de contrôle de Monoprix, l'application d'IFRS 11 n'aura pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Textes non adoptés par l'Union européenne

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous sont applicables selon l'IASB aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014 à l'exception de la norme IFRS 9:

- IFRS 9 – Instruments financiers : classifications et évaluations et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7 (applicable d'après l'IASB aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015);
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 - Entités d'investissement ;
- Amendement à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur non recouvrable des actifs non financiers ;
- IFRIC 21 – Droits ou taxes ;
- Amendement à IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou amendements par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de la norme IFRS 9.

1.4 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2012.

Les principaux jugements de la période portent sur :

- le mode de consolidation de Monoprix et Mercialys et la réévaluation de leur quote-part antérieure (voir respectivement notes 3.1 et 3.2) ;
- la détermination des justes valeurs des actifs et passifs identifiables de GPA (note 3.4).

Note 2 Faits marquants

2.1 Evolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions de périmètre au cours du 1^{er} semestre 2013 sont :

Principales entrées – sorties de périmètre :

Nom de la société / sous-groupe	Activité	Pays	Opération	Méthode de consolidation
Monoprix (note 3.1)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG
Mercialys (note 3.2)	Immobilier	France	Perte de contrôle	MEE
Sous-groupe Franprix – Leader Price (note 3.3)	Distribution	France	Prises de contrôle	IG

2.2 Autres faits marquants

▪ Emissions obligataires

Le 18 janvier 2013, le Groupe a procédé dans le cadre de son programme EMTN à une émission obligataire de 750 millions d'euros d'une maturité de 10 ans (2023) et rémunérée à 3,31%.

Le 29 avril 2013, le Groupe a procédé à une émission de deux placements obligataires d'un montant total de 600 millions d'euros, dont 350 millions d'euros s'ajoutant à l'obligation existante de maturité 2019 et 250 millions d'euros s'ajoutant à l'obligation existante de maturité 2023.

▪ Procédure d'arbitrage litige Diniz

Le 1^{er} mai 2013, le Groupe a déposé une demande reconventionnelle à l'encontre de Monsieur Diniz dans le cadre d'une procédure d'arbitrage. Cette demande vise notamment à faire déclarer que l'élection de Monsieur Diniz à la présidence du Conseil d'administration de Brasil Foods S.A., sans que Monsieur Diniz

démissionne de la présidence du Conseil d'administration de GPA constitue un conflit d'intérêt en violation du droit brésilien et des pactes d'actionnaires conclus entre Casino et Monsieur Diniz au sein de GPA.

Hormis les frais d'avocats engagés dans le cadre de cette procédure, celle-ci n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés.

- **Acquisition de 38 magasins de proximité**

Le 27 mai 2013, le Groupe a obtenu de l'autorité de la concurrence l'autorisation de procéder à l'acquisition de 38 magasins de proximité auprès du Groupe Norma, sous réserve de céder le magasin situé à Charlieu. L'accord d'acquisition définitif devrait intervenir lors du 3^{ème} trimestre 2013.

Note 3 Opérations de périmètre

3.1 Prise de contrôle de Monoprix

Casino a mis en œuvre le 5 avril 2013 sa faculté de faire porter la participation de 50% de Monoprix, détenue jusqu'alors par Galeries Lafayette (GL), par une filiale de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (CACIB) conformément aux termes du protocole transactionnel signé le 26 juillet 2012.

Le 5 avril 2013, la vente par GL a donc été réalisée au prix de 1 175 millions d'euros, financés par Casino.

Le 10 juillet 2013, l'Autorité de la concurrence a donné son accord pour la prise de contrôle de Monoprix avec l'obligation de céder 58 magasins du Groupe (50 magasins intégrés et 8 indépendants) dont 55 à Paris (voir note 13).

Le paiement des titres Monoprix à GL a mis fin à l'accord de co-contrôle entre Casino et GL, CACIB ne se substituant pas à GL comme partenaire du Groupe.

Conformément aux engagements pris par le Groupe envers l'Autorité de la concurrence, la gouvernance de Monoprix a été modifiée et a placé Monoprix, pendant la période de portage, sous gestion autopilotée.

Selon les accords avec CACIB, et depuis le prépaiement effectué le 5 avril 2013 lors de la mise en œuvre du portage, Casino est exposé aux risques et avantages sur la participation de 50% précédemment détenue par GL. Il en résulte, qu'en application de la norme IAS 27, le groupe Casino contrôle Monoprix à compter du 5 avril 2013, date à compter de laquelle Monoprix est consolidé par intégration globale. Jusqu'au 4 avril 2013, le Groupe avait maintenu Monoprix en intégration proportionnelle à 50%.

Le 24 juillet 2013, à la suite de l'accord de l'Autorité de la concurrence pour la prise de contrôle exclusif du groupe Monoprix, le Groupe a finalisé l'acquisition des 50% restant de Monoprix détenus par une filiale de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank dans le cadre du contrat de portage (voir note 22).

Le bilan de Monoprix et le goodwill dégagé provisoires sont les suivants :

en millions d'euros	Bilan au 5 avril 2013 (*)
Immobilisations incorporelles	136
Immobilisations corporelles	1 092
Autres actifs non courants	22
Actifs d'impôts différés	-
Stocks	325
Créances clients	34
Créances d'impôt courant	9
Autres actifs	139
Trésorerie et équivalent de trésorerie	106
Actifs	1 864
Provisions	75
Passifs financiers non courants	2
Autres dettes non courantes	1
Passifs d'impôts différés	150
Provisions	7
Passifs financiers courants	620
Fournisseurs	443
Autres dettes courantes	329
Passifs	1 627
Actifs et passifs identifiables à 100%, nets (A)	237
Juste valeur de la quote-part antérieurement détenue de 50% (B)	1 175
Prix d'acquisition de 50% de Monoprix (C)	1 176
Goodwill provisoire (B+C-A)	2 114

(*) Compte tenu de la date de réalisation de l'opération, le Groupe n'a pas été en mesure d'estimer la juste valeur des actifs et des passifs. En conséquence, le bilan d'acquisition de Monoprix a été intégré pour sa valeur nette comptable et un goodwill a été constaté pour la différence avec la contrepartie transférée. Le goodwill provisoire intègre notamment à ce stade les justes valeurs des actifs incorporels (dont la marque) et des actifs immobiliers.

Le passage de l'intégration proportionnelle à 50% à une intégration globale à 100% a entraîné, conformément à IFRS 3R, la constatation d'un produit de réévaluation de sa quote-part antérieurement détenue d'un montant de 139 millions d'euros (voir note 7).

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'intégration à 100% de Monoprix dans les comptes consolidés du Groupe clos le 30 juin 2013 si la prise de contrôle de Monoprix était intervenue le 1^{er} janvier 2013.

en millions d'euros	30 juin 2013 proforma	30 juin 2013 publié
Chiffre d'affaires	24 270	23 767
Résultat opérationnel courant	992	969
Résultat opérationnel	1 521	1 499
Résultat financier	(342)	(340)
Résultat avant impôt	1 179	1 158
Résultat net de l'ensemble consolidé	884	871
<i>Résultat net, part du Groupe</i>	<i>606</i>	<i>594</i>
<i>Résultat net, part minoritaire</i>	<i>277</i>	<i>277</i>

Ces informations proforma n'intègrent pas l'éventuelle incidence de l'évaluation des actifs et des passifs à leur juste valeur et le coût de financement si la prise de contrôle avait eu lieu le 1^{er} janvier 2013. Ce travail d'évaluation des justes valeurs débutera sur le second semestre 2013.

3.2 Perte de contrôle de Mercialys

Début janvier 2012, le Groupe s'était engagé dans un processus de perte de contrôle de sa filiale Mercialys. Depuis cette date, les actifs et passifs de cette filiale étaient classés conformément à la norme IFRS 5 en « actifs détenus en vue de la vente » et « passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente ».

Après la cession en 2012 de 9,9% de titres Mercialys, le Groupe avait ramené sa participation dans Mercialys

à 40,2%. Cette baisse de détention avait généré une plus-value de 89 millions d'euros qui a été reconnue sur le 1^{er} semestre 2013 lors de la perte de contrôle de Mercialys.

Le processus de cession s'était également accompagné en 2012 d'une réorganisation de la gouvernance et des accords entre Casino et Mercialys.

L'Assemblée générale qui s'est tenue le 21 juin 2013 a pu confirmer d'une part, l'indépendance du Conseil d'administration et d'autre part, la perte de contrôle de la majorité des droits de vote en Assemblée générale.

Par conséquent, le groupe Mercialys est consolidé selon la méthode de mise en équivalence dans les comptes consolidés de Casino depuis le 21 juin 2013 (voir note 11). L'incidence de la perte de contrôle a généré un gain de 548 millions d'euros présenté en « Autres produits opérationnels » (voir note 7). Ce gain inclut le produit de 459 millions d'euros lié à la réévaluation à la juste valeur de la quote-part conservée, déterminée sur la base du cours de bourse à la date de perte de contrôle, et la plus-value de 89 millions d'euros de la cession des 9,9% de fin 2012 reconnue sur le semestre.

3.3 Opérations du sous-groupe Franprix – Leader Price

Au cours du premier semestre 2013, Franprix – Leader Price a pris le contrôle principalement de trois sous-groupes (Distri Sud-Ouest, RLPG Développement et Cafige) dans lesquels il possédait une participation minoritaire. Ces sous-groupes exploitent 159 magasins sous enseignes Franprix et Leader Price. Le montant décaissé pour l'acquisition de ces sous-groupes s'élève à 85 millions d'euros et a généré un goodwill provisoire de 276 millions d'euros et une charge de 4 millions d'euros présentée en « Autres charges opérationnelles ». Les frais d'acquisitions de ces sous-groupes s'élèvent à 3 millions d'euros.

Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2013, la contribution au chiffre d'affaires et au résultat net auraient été de 56 et -12 millions d'euros.

Par ailleurs, Franprix – Leader Price a racheté des participations minoritaires, liées principalement aux mastersfranchisés Distri Sud-Ouest, Cogefisd et Figeac, pour 83 millions d'euros entraînant un impact sur les capitaux propres Part du Groupe de -43 millions d'euros.

3.4 Prise de contrôle de GPA

A la date de prise de contrôle, la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables de GPA a été déterminée par un expert indépendant et se résume ainsi :

en millions d'euros	Juste valeur au 2 juillet 2012
Immobilisations incorporelles	3 301
Immobilisations corporelles	3 096
Autres actifs non courants	571
Actifs d'impôts différés	992
Stocks	2 014
Créances clients	2 025
Autres actifs	1 157
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 159
Actifs	15 316
Provisions	714
Passifs financiers non courants	2 311
Autres dettes non courantes	608
Passifs d'impôts différés	1 374
Passifs financiers courants	959
Fournisseurs	1 641
Autres dettes courantes	3 011
Passifs	10 617
Actifs et passifs identifiables à 100%, nets (A)	4 698
Réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de 40,3% (B)	3 331
Juste valeur des intérêts minoritaires (selon méthode du goodwill complet) (C)	6 234
Goodwill (B+C-A)	4 867

L'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables conduit à la constatation d'un goodwill de 4 867 millions d'euros soit une augmentation de 482 millions d'euros par rapport à la valeur provisoire présentée dans les comptes consolidés clos le 31 décembre 2012. Cette variation résulte principalement de la révision des hypothèses de valorisation des droits au bail pour -288 millions d'euros nets d'impôt et des passifs éventuels fiscaux pour 115 millions d'euros nets d'impôt ainsi que de la reconnaissance de provisions pour risques sociaux pour 45 millions d'euros nets d'impôt.

Ces modifications ont donc conduit à retraiter les comptes consolidés clos le 31 décembre 2012 de la manière suivante :

en millions d'euros	31 décembre 2012 publié	31 décembre 2012 retraité
Goodwill	10 380	10 832
Immobilisations incorporelles (*)	4 211	3 884
Immobilisations corporelles (*)	8 681	8 625
Autres actifs non courants	2 880	2 855
Actifs d'impôts différés	671	841
Autres actifs	8 226	8 226
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6 303	6 303
Actifs détenus en vue de la vente	1 461	1 461
Actifs	42 813	43 027
Capitaux propres	15 201	15 201
Provisions non courantes	762	950
Passifs financiers non courants	9 394	9 394
Autres dettes non courantes	900	900
Passifs d'impôts différés	1 366	1 371
Provisions courantes	275	275
Passifs financiers courants	2 786	2 786
Fournisseurs	6 655	6 655
Dettes d'impôts exigibles	118	118
Autres dettes courantes	4 260	4 281
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	1 095	1 095
Passifs	42 813	43 027

(*) Les comptes retraités 2012 incluent également une reclassification de 54 millions d'euros des immobilisations corporelles en immobilisations incorporelles

Ainsi, les principaux ajustements de juste valeur portent sur la reconnaissance ou la revalorisation des marques (1 379 millions d'euros), les droits au bail (497 millions d'euros), les actifs immobiliers (86 millions d'euros), les passifs à caractère fiscal (350 millions d'euros), les provisions pour risques sociaux (92 millions d'euros) et les impôts différés passifs nets liés aux ajustements de juste valeur (415 millions d'euros).

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'intégration à 100% de GPA dans les comptes consolidés du Groupe clos le 30 juin 2012 si la prise de contrôle de GPA était intervenue le 1^{er} janvier 2012.

en millions d'euros	30 juin 2012 proforma	30 juin 2012 Publié
Chiffre d'affaires	23 314	17 348
Résultat opérationnel courant	926	638
Résultat opérationnel	795	534
Résultat financier	(346)	(201)
Résultat avant impôt	449	333
Résultat net de l'ensemble consolidé	306	222
<i>Résultat net, part du Groupe (*)</i>	<i>110</i>	<i>124</i>
<i>Résultat net, part minoritaire</i>	<i>197</i>	<i>98</i>

(*) La diminution de 14 millions d'euros du résultat net part du Groupe proforma résulte de la comptabilisation de certaines opérations directement en capitaux propres s'agissant de transactions effectuées entre actionnaires alors qu'auparavant elles étaient effectuées avec une société consolidée selon la méthode d'intégration proportionnelle et traitées en résultat de la période close le 30 juin 2012.

Note 4 Complément d'informations lié au tableau de flux de trésorerie

4.1 Variation du BFR liée à l'activité

en millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Stocks de marchandises	(57)	94
Stocks de promotion immobilière	(31)	28
Fournisseurs	(807)	(812)
Créances clients et comptes rattachés	187	129
Créances liées aux activités de crédit	(5)	31
Financement des activités de crédit	(13)	(5)
Autres	(409)	(355)
Variation du BFR liée à l'activité	(1 136)	(891)

4.2 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Montant payé pour les prises de contrôle	(1 285)	(47)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	(250)	2
Montant reçu pour les pertes de contrôle	(6)	22
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle	(208)	(2)
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	(1 748)	(25)

Au 30 juin 2013, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement de la prise de contrôle de Monoprix à hauteur de -1 432 millions d'euros et des prises de contrôle réalisées par le sous-groupe Franprix – Leader Price pour un montant global de -94 millions d'euros.

Au 30 juin 2012, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résultait principalement des prises de contrôle et pertes de contrôle réalisées par le sous-groupe Franprix – Leader Price pour -40 millions d'euros.

4.3 Incidence sur la trésorerie des opérations avec les minoritaires

en millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Cession des titres et augmentation de capital de Big C Thaïlande	-	157
Sous-groupe Franprix – Leader Price (Distri Sud-Ouest, Cafige, Figeac et Cogefisd)	(83)	-
Autres	15	5
Incidence sur la trésorerie des opérations avec les minoritaires	(68)	162

Note 5 Informations sectorielles et par zone géographique

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

en millions d'euros	France			International			30 juin 2013
	Casino France	Monoprix	Franprix – Leader Price	Amérique latine	Asie	Autres secteurs	
Chiffres d'affaires externe	5 474	1 518	2 209	12 314	1 828	423	23 767
Résultat opérationnel courant (*)	86	100	68	601	114	-	969

(*) Conformément à IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », l'information par secteur opérationnel est établie sur la base du reporting interne et inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Unit du Groupe

en millions d'euros	France			International			30 juin 2012
	Casino France	Monoprix	Franprix – Leader Price	Amérique latine	Asie	Autres secteurs	
Chiffres d'affaires externe	5 862	1 006	2 158	6 256	1 641	424	17 348
Résultat opérationnel courant (*)	119	64	67	265	117	5	638

(*) Conformément à IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », l'information par secteur opérationnel est établie sur la base du reporting interne et inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Unit du Groupe

5.2 Actifs non courants par zone géographique

Actifs non courants (*)

en millions d'euros	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs	Total
30 juin 2013	11 269	12 637	2 119	323	26 349
31 décembre 2012 retraité	8 618	13 406	2 092	328	24 445

(*) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les charges constatées d'avance long terme

Note 6 Informations sur le résultat opérationnel courant

6.1 Saisonnalité de l'activité

Les opérations présentent une faible saisonnalité. La répartition du chiffre d'affaires à taux de change constants et périmètre comparable constatée en 2012 s'établit à 47% au premier semestre contre 53% au second semestre.

6.2 Nature de charges par fonction

en millions d'euros	Coûts logistiques (*)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2013
Frais de personnel	(290)	(1 957)	(488)	(2 735)
Autres charges	(503)	(2 016)	(304)	(2 823)
Dotations aux amortissements	(27)	(348)	(112)	(487)
Total	(819)	(4 322)	(905)	(6 045)

(*) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

en millions d'euros	Coûts logistiques (*)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2012
Frais de personnel	(259)	(1 446)	(412)	(2 116)
Autres charges	(394)	(1 499)	(244)	(2 137)
Dotations aux amortissements	(19)	(279)	(68)	(367)
Total	(673)	(3 224)	(724)	(4 620)

(*) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

Note 7 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Total des Autres Produits Opérationnels	803	50
Total des Autres Charges Opérationnelles	(273)	(154)
	530	(104)
Détail par nature:		
Résultat de cession d'actifs non courants	59	5
Autres produits et charges opérationnels	471	(109)
Provisions et charges pour restructurations (i)	(40)	(46)
Provisions et charges pour litiges et risques (ii)	(59)	(13)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (iii)	621	(62)
Pertes nettes de valeur des actifs (iv)	(25)	-
Autres	(25)	13
Total autres produits et charges opérationnels nets	530	(104)

(i) Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2013 concerne essentiellement Casino France et GPA à hauteur respectivement de 19 et 15 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2012, elle concernait les secteurs de Casino France et Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de 26 et 14 millions d'euros.

(ii) Les provisions de charges pour litiges et risques concernent principalement GPA à hauteur de 36 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2012, les provisions de charges pour litiges concernant GPA s'élevaient à 6 millions d'euros.

(iii) Le produit de 621 millions d'euros constatée au 1^{er} semestre 2013 résulte essentiellement de la perte de contrôle de Mercialis (548 millions d'euros) et de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de Monoprix (139 millions d'euros) compensés partiellement par des frais pour un montant total de 65 millions d'euros liés principalement aux opérations de périmètre de GPA (31 millions d'euros) et de Monoprix (18 millions d'euros). Au 1^{er} semestre 2012, la perte de 62 millions d'euros résultait essentiellement de coûts de transaction relatifs aux opérations de périmètre et concernaient principalement la prise de contrôle de GPA et le processus de perte de contrôle de Mercialis.

(iv) La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2013 concerne principalement des actifs immobiliers du secteur Casino France et des goodwill attachés au secteur Franprix – Leader Price pour 9 millions d'euros chacun.

Note 8 Résultat financier

8.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	-	-
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	88	49
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	88	49
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(391)	(269)
Charges financières de location financement	(6)	(3)
Coût de l'endettement financier brut	(397)	(272)
Total du coût de l'endettement financier net	(309)	(222)

8.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012
Produits financiers de participation	-	1
Gains de change (hors opérations de financement)	24	55
Produits d'actualisation et de désactualisation	1	6
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture (*)	15	32
Autres produits financiers	45	36
Produits financiers	85	131
Pertes de change (hors opérations de financement)	(28)	(54)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(8)	(7)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture (*)	(29)	(6)
Autres charges financières	(50)	(43)
Charges financières	(116)	(110)
Total autres produits et charges financiers	(31)	21

(*) En juin 2013, la charge nette de 14 millions d'euros reflète principalement la variation de valeur des TRS BIG C Thaïlande et de GPA, du forward GPA et des options d'achat portant sur des actions préférentielles de GPA. Suite à une modification des prix d'entrée des TRS BIG C Thaïlande et GPA et du forward GPA au cours du semestre, le Groupe a encaissé un produit de 93 millions d'euros. Au 30 juin 2012, le produit net de 26 millions d'euros se composait essentiellement du Total Return Swap (TRS) portant sur des actions préférentielles de GPA.

Note 9 Charge d'impôt

Au titre du semestre clos le 30 juin 2013, le taux d'impôt effectif s'élève à 24,6% à comparer à 28,4% au 30 juin 2012. La preuve d'impôt se présente ainsi :

En montant d'impôt et % du résultat avant impôt des sociétés intégrées	30 juin 2013		30 juin 2012	
Résultat avant impôt et mises en équivalence	1 158		333	
Charge d'impôt théorique	399	34,43%	115	34,43%
Effet de l'imposition des filiales étrangères	(38)	-3,3%	(29)	-8,7%
France – impact taux à 36,10%	1	0,1%	1	0,3%
Quote-part de résultat de Mercialys non imposée	(36)	-3,1%	(13)	-3,9%
Résultat des réévaluations des intérêts antérieurement détenus dans le cadre d'opérations de prise ou perte de contrôle et cession de titres	(236)	-20,4%	-	0,1%
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus	2	0,1%	3	0,9%
Non-imposition du CICE (*)	(12)	-1,0%	-	-
Non déductibilité des charges financières	6	0,5%	-	-
Contribution additionnelle 3% distribution de dividendes	10	0,9%	-	-
Différence temporaire sur la valeur des titres Mercialys conservés (voir note 3.2)	151	13,0%	-	-
Taux d'impôt réduit sur cession de titres Mercialys 2012	20	1,7%	-	-
Crédits d'impôts	(2)	-0,1%	(2)	-0,5%
CVAE nette d'impôt	17	1,5%	19	5,8%
Imposition des dividendes exceptionnels versés par Mercialys	-	-	10	3,0%
Profit de relution lié à GPA non imposé	-	-	(6)	-1,8%
Taxe sur équité (Exito)	5	0,5%	-	-
Produit d'actualisation des créances vénézuéliennes non imposé	-	-	(2)	-0,6%
Différentiel d'impôt lié à des réserves distribuables de filiales	-	-	(1)	-0,2%
Amortissement fiscal de goodwill (Exito)	(10)	-0,8%	(13)	-3,9%
Différences permanentes (GPA)	-	-	6	1,8%
Autres	8	0,7%	6	1,7%
Charge et taux effectif d'imposition	285	24,6%	95	28,4%

(*) La 3ème loi de finances rectificative 2012 en France a instauré un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), correspondant à un crédit d'impôt (remboursable au bout de 3 ans) de 4% assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC versées à compter du 1^{er} janvier 2013 (le taux est porté à 6% à compter du 1^{er} janvier 2014). Le Groupe a reconnu ce produit de CICE en réduction des charges de personnel.

Note 10 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2013, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 735 millions d'euros contre 458 millions d'euros lors de la même période en 2012.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2013 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2012, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Certaines Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentaient des indicateurs de perte de valeur et des tests de dépréciation ont par conséquent été effectués.

S'agissant des goodwill, la mise-à-jour des tests n'a pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2013. L'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable issu des tests annuels 2012 des regroupements d'UGT concernés reste suffisant pour justifier l'absence de tout risque de dépréciation même en réduisant les principales hypothèses retenues dans la détermination de la valeur d'utilité. Il est rappelé que le Groupe procède à un test de dépréciation des goodwill chaque année au 31 décembre, après l'approbation par la Direction des plans à moyen terme. Concernant les autres actifs immobilisés, la mise à jour des tests de dépréciation n'a pas non plus donné lieu à la constatation de perte de valeur significative au 30 juin 2013.

Note 11 Participations dans les entreprises associées

en millions d'euros	Ouverture	Perte de valeur	Quote-part de résultat de la période	Distribution des dividendes	Variation périmètre et change	Clôture
Variations sur l'exercice 2012						
Entreprises associées du groupe GPA	42	-	8	(3)	55	102
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	122	(30)	(26)	-	(9)	57
Banque du Groupe Casino	-	-	(4)	-	86	82
Monshowroom.com	-	-	-	-	18	17
Autres	1	-	1	-	1	1
Total	164	(30)	(21)	(3)	150	260
Variations sur le 1^{er} semestre 2013						
Mercialys (*)	-	-	-	(48)	609	560
Entreprises associées du groupe GPA	102	-	5	-	(7)	99
Banque du Groupe Casino	82	-	-	-	-	82
Entreprises associées du sous-groupe Franprix- Leader Price	57	-	(6)	-	(17)	34
Monshowroom.com	17	-	-	-	-	17
Autres	1	-	-	-	-	-
Total	260	-	(2)	(49)	585	794

(*) Voir note 3.2

Note 12 Trésorerie nette

L'agrégat « trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

en millions d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012
Equivalents de trésorerie	2 246	3 783
Trésorerie	1 583	2 520
Trésorerie brute	3 829	6 303
Concours bancaires courants	(946)	(504)
Trésorerie nette	2 883	5 799

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AVEC IMPLICATION CONTINUE

Au cours du premier semestre de l'exercice 2013, les filiales françaises du Groupe ainsi que sa filiale thaïlandaise ont procédé à des cessions de créances commerciales (voir note 24.3 de l'annexe aux comptes consolidés 2012). Le montant des créances mobilisées avec implication continue au titre du premier semestre au niveau du Groupe s'élève à 556 millions d'euros. Le coût net attaché à ces mobilisations s'élève à 5 millions d'euros.

Au 30 juin 2013, la trésorerie du Groupe inclut 199 millions d'euros de créances mobilisées avec implication continue (312 millions d'euros au 31 décembre 2012).

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS SANS IMPLICATION CONTINUE

Au cours du 1^{er} semestre 2013, GPA a effectué des cessions de créances pour un montant cumulé de 5 149 millions d'euros envers des établissements financiers (institutions de cartes bancaires ou banques) sans recours ou sans obligations attachées (voir note 22.1 de l'annexe aux comptes consolidés 2012).

Note 13 Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

Les actifs détenus en vue de la vente se décomposent ainsi :

en millions d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012
Actifs de Franprix – Leader Price (i)	86	-
Actifs de GPA (ii)	18	-
Actifs de Monoprix (i)	15	-
Actifs de DCF (i)	3	-
Actifs immobiliers du sous-groupe Actifs Magasins	3	-
Actifs du sous-groupe Mercialys	-	1 461
Actifs détenus en vue de la vente	125	1 461
Passifs rattachés à des actifs détenus en vue de la vente	-	1 095

(i) Dans le cadre de la prise de contrôle de Monoprix au 5 avril 2013 et de l'avis de l'autorité de la concurrence, le Groupe s'est engagé dans un processus de cession de 58 magasins compris dans les secteurs Monoprix (magasins sous l'enseigne Monop'), Franprix - Leader Price et Casino France (voir note 3.1).

(ii) Dans le cadre de la prise de contrôle de Nova Casa Bahia par GPA en 2011, le Groupe s'est engagé dans un processus de cession de 74 magasins Via Varejo conformément à la décision de l'autorité de la concurrence brésilienne

La variation constatée entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 provient essentiellement de la concrétisation de la perte de contrôle de Mercialys (voir note 3.2) qui est désormais consolidée selon la méthode de mise en équivalence.

Note 14 Capital social

Au 30 juin 2013, le capital social s'élève à 172 955 561 euros contre 172 391 581 euros au 31 décembre 2012. Le capital social est composé de 113 042 850 actions ordinaires émises et entièrement libérées au 30 juin 2013. Les actions ordinaires ont une valeur nominale de 1,53 euros.

Actions ordinaires émises et entièrement libérées (en nombre)

	2013	2012
Au 1^{er} janvier	112 674 236	110 646 652
Levées d'option	132 775	1 060
Rémunération du dividende en actions (*)	-	2 019 110
Création d'actions ordinaires suite à attribution gratuite	235 630	-
Création d'actions ordinaires suite à fusions/absorptions de sociétés	209	-
Au 30 juin	113 042 850	112 666 822

(*) L'Assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2012, avait décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice 2011, d'un dividende d'un montant de 3,00 euros par action ordinaire. A hauteur de 50% de ce dividende (soit 1,50 euros), les actionnaires avaient la faculté d'opter pour le paiement du dividende en actions et de recevoir ainsi des actions nouvelles de la Société. Les droits ont été exercés à hauteur de 76,41% en faveur du paiement en actions.

Note 15 Distributions de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 22 avril 2013, a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice 2012, d'un dividende d'un montant de 3,0 euros par action ordinaire payé en numéraire. Le montant comptabilisé en moins des capitaux propres s'élève à 338 millions d'euros.

Le dividende versé aux porteurs de TSSDI s'est élevé à 14,28 euros (7,37 euros en janvier 2013 et 6,91 euros en avril 2013) s'élève à 9 millions d'euros.

Note 16 Provisions

DECOMPOSITION ET VARIATIONS

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2013 retraité	Dotations 1 ^{er} semestre 2013	Reprises 1 ^{er} semestre 2013	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30 juin 2013
Service après-vente	7	5	(7)	-	-	-	5
Retraite	216	90	(92)	30	(2)	10	253
Médaille du travail	27	1	-	2	-	-	30
Prime pour services rendus	17	17	(17)	-	-	-	17
Litiges divers	48	11	(22)	-	-	1	38
Divers risques et charges	892	207	(135)	(49)	(49)	3	870
Restructurations	18	2	(3)	1	-	(3)	14
Total provisions	1 225	333	(276)	(16)	(50)	12	1 228
<i>dont courant</i>	275	226	(166)	(53)	-	(57)	225
<i>dont non courant</i>	950	107	(110)	38	(50)	69	1 003

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

De manière plus spécifique, les divers risques et charges s'élèvent à 870 millions d'euros et comprennent principalement les provisions relatives à GPA (voir tableau ci-dessous).

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF (*)	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils et autres	Total
30 juin 2013	154	340	122	69	685
31 décembre 2012 retraité	119	376	85	95	675

(*) TVA et taxes assimilées

Note 17 Emprunts, dettes et passifs financiers

17.1 Dette financière nette

en millions d'euros	30 juin 2013			31 décembre 2012		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	7 282	940	8 222	6 934	773	7 708
Autres emprunts et dettes financières	1 497	2 595	4 092	1 931	1 881	3 811
Location financement	63	39	101	69	46	115
Dettes liées aux engagements de rachat de minoritaires	41	459	500	443	69	512
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	27	16	43	17	17	34
Dettes financières brutes	8 910	4 048	12 958	9 394	2 786	12 180
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	(111)	(123)	(233)	(246)	(139)	(385)
Autres actifs financiers	(40)	-	(40)	(40)	-	(40)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(3 829)	(3 829)	-	(6 303)	(6 303)
Trésorerie active et autres actifs financiers	(151)	(3 952)	(4 102)	(286)	(6 443)	(6 729)
DETTE FINANCIERE NETTE	8 759	96	8 856	9 108	(3 657)	5 451

17.2 Variation des dettes financières

en millions d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012
<i>Emprunts et dettes financières à l'ouverture</i>	12 180	9 590
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(385)	(204)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture)	11 794	9 386
Nouveaux emprunts (i)	2 072	2 054
Remboursements (principal et intérêt) (ii)	(1 578)	(1 753)
Variation juste valeur des emprunts couverts	1	(10)
Ecart de conversion	(195)	(249)
Variation de périmètre (iii)	618	1 975
Variation des dettes liées aux engagements de rachat minoritaires	12	403
Reclassement en passifs financiers détenus en vue de la vente (Merçialys)	-	(12)
Autres	-	-
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)	12 725	11 794
<i>Emprunts et dettes financières à la clôture</i>	12 958	12 180
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(233)	(385)

- (i) Les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : (i) la souscription par Casino, Guichard-Perrachon d'emprunts obligataires pour un montant global de 1 350 millions d'euros (respectivement 750 millions d'euros d'emprunt obligataire rémunéré au taux de 3,31% et 600 millions d'euros d'abondement d'emprunt obligataire rémunéré au taux de 1,99% et 2,788% respectivement pour la tranche de 350 et 250 millions d'euros), (ii) la variation nette de billets de trésorerie pour 456 millions d'euros et (iii) le tirage d'une ligne de crédit par Casino, Guichard-Perrachon pour 200 millions d'euros.
- (ii) Les remboursements d'emprunts sont liés principalement (i) aux emprunts obligataires sur Casino, Guichard –Perrachon et GPA pour respectivement 544 et 172 millions d'euros et (ii) aux autres emprunts et dettes financières relatifs à Casino, Guichard-Perrachon, GPA et Franprix – Leader Price pour respectivement 184, 277 et 289 millions d'euros.
- (iii) L'incidence de variation périmètre de la période concerne principalement Monoprix et Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de 311 et 305 millions d'euros. En 2012, cela résultait essentiellement de la prise de contrôle de GPA.

17.3 Échéancier de paiement des dettes

en millions d'euros	30 juin 2013	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans	31 décembre 2012 retraité
Emprunts obligataires	8 222	940	3 271	4 011	7 708
Autres emprunts et dettes financières	4 092	2 595	1 041	457	3 811
Location financement	101	39	47	16	115
Dettes liées aux engagements de rachats de minoritaires	500	459	20	21	512
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	43	16	3	24	34
Dettes fournisseurs	5 917	5 917	-	-	6 655
Autres dettes	4 829	4 039	529	261	5 181
TOTAL	23 705	14 005	4 910	4 790	24 016
<i>dont non courant</i>	9 700				10 294

Note 18 Juste valeur des instruments financiers

18.1 Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers

Le tableau ci-dessous fournit une comparaison de la valeur comptable des actifs et passifs financiers avec leur juste valeur.

en millions d'euros	30 juin 2013			
	Valeur comptable au bilan	Actifs ou passifs non financiers	Valeur des actifs ou passifs financiers	Juste valeur
Actifs financiers				
Autres actifs non courants	1 831	735	1 096	1 096
Dérivés actifs de couverture de juste valeur non courants	111	-	111	111
Créances clients	1 473	-	1 473	1 473
Autres actifs courants	1 619	763	856	856
Dérivés actifs de couverture de juste valeur courants	123	-	123	123
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 829	-	3 829	3 829
Passifs financiers				
Emprunts obligataires	8 222	-	8 222	8 595
Autres emprunts et dettes financières	4 092	-	4 092	4 111
Location financement	101	-	101	101
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	43	-	43	43
Dettes financières	500	-	500	445
Dettes fournisseurs	5 917	-	5 917	5 917
Autres dettes	4 829	1 697	3 132	3 132

18.2 Hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les trois hiérarchies suivantes :

en millions d'euros	Hiérarchie des justes valeurs			30 juin 2013
	Prix de marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3	
ACTIF				
Actifs financiers disponibles à la vente	2	-	49	51
Dérivés actifs de couverture (courants et non courants) de juste valeur	-	233	-	233
Autres dérivés actifs	-	3	125	128
Équivalents de trésorerie	566	-	-	566
PASSIF				
Dérivés passifs de couverture (courants et non courants) de juste valeur	-	43	-	43
Autres dérivés passifs	-	128	-	128
Dettes liées aux engagements de rachats de minoritaires	-	428	72	500

Note 19 Engagements hors bilan liés aux opérations exceptionnelles

Les montants des engagements donnés s'élevaient à 239 millions d'euros au 30 juin 2013 et 1 510 millions d'euros au 31 décembre 2012.

La diminution des engagements hors bilan de 1 271 millions d'euros résulte essentiellement de la prise de contrôle de Monoprix pour 1 175 millions d'euros et de l'exercice de promesses d'achat sur Franprix – Leader Price à hauteur de 91 millions d'euros.

Note 20 Passifs et actifs éventuels

▪ Passifs éventuels GPA

en millions d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012 retraité
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	101	105
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	406	290
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	354	372
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	102	111
ICMS (TVA)	1 045	1 039
Litiges salariaux	142	150
Litiges civils	203	191
Total	2 352	2 257

Note 21 Parties liées

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par la société Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2013, le groupe Rallye détient 48,876% du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 59,80% des droits de vote.

Le groupe Casino bénéficie du conseil de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2012 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

La principale opération du semestre entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Casino et le Groupe Rallye a été le versement du dividende au titre de l'exercice 2012 pour un montant de 166 millions d'euros.

Les sociétés mères avaient souscrit à des emprunts obligataires émis par des entreprises associées du sous-groupe Franprix – Leader Price. Suite au remboursement de 85 millions d'euros sur la période et à la prise de contrôle de ces entités par le Groupe au cours du semestre, ces emprunts obligataires constituent dorénavant une dette financière pour un montant de 88 millions d'euros dans les comptes du Groupe au 30 juin 2013.

Cdiscount a procédé au cours du semestre à deux cessions de créances à Banque du Groupe Casino pour un montant de 117 millions d'euros (voir note 12).

Note 22 Evènements postérieurs à la clôture

Le 4 juillet 2013, la société Casino, Guichard-Perrachon a signé une ligne de crédit confirmée à 5 ans pour un montant de 1 000 millions de dollars USD (soit environ 770 millions d'euros) auprès d'un groupe de dix banques. Cette ligne refinance la facilité existante de 900 millions de dollars USD conclue en août 2011 pour une durée de trois ans.

Le 24 juillet 2013, à la suite de l'accord de l'Autorité de la concurrence pour la prise de contrôle exclusif du

groupe Monoprix, le Groupe a finalisé l'acquisition des 50% restant de Monoprix détenus par une filiale de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank dans le cadre d'un contrat de portage (voir note 3.1).

Attestation du Responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 26 juillet 2013

Jean-Charles NAOURI
Président-Directeur général

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Tour Oxygène
10/12 boulevard Marius Vivier Merle
69393 LYON CEDEX 03

DELOITTE & ASSOCIES
185 avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Société Anonyme

1 Esplanade de France
42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CASINO, GUICHARD-PERRACHON, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Neuilly-sur-Seine, le 24 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES

DELOITTE & ASSOCIES

Daniel MARY-DAUPHIN

Antoine de RIEDMATTEN

Gérard BADIN